

TUNISIE

Vers une réconciliation tous azimuts ?

Le Président Béji Caïd Essebsi n'a pas renoncé à son projet de réconciliation économique et financière, lancé il y a une année. Le projet auquel se sont opposées la gauche dans sa globalité et de nombreuses associations de la société civile est, actuellement, entre les mains des députés au Parlement.

De Tunis,
Kattou Mohamed

Aujourd'hui, le projet présidentiel a de fortes chances d'être adopté, sachant que le parti islamiste Ennahdha s'affiche, désormais, au premier rang de ceux qui applaudissent une telle réconciliation. Mieux encore, si le projet du chef de l'Etat se limitait à une réconciliation purement économique et financière pour booster les investissements, le parti islamiste va plus loin en défendant l'idée d'une réconciliation globale. Le parti islamiste dont l'hostilité aux anciens régimes (Bourguiba et Ben Ali) n'est qu'un secret de Polichinelle, se présente, aujourd'hui, comme l'auteur d'un plan prônant le retour à une union effective de toutes les composantes de la société tunisienne quelles que soient les erreurs du passé, dans le cadre de la justice transitionnelle. Ainsi, au projet, purement économique, du président de la

République, le parti islamiste associe l'aspect politique qui continue de diviser les Tunisiens depuis cinq ans.

Comme le constatent les observateurs, le parti islamiste, fort de son expérience passée, semble s'acheminer vers une nouvelle orientation qui ferait de lui un parti «civique» qui s'éloigne de plus en plus de son idéologie islamique pour occuper une place de choix dans le paysage politique tunisien et pourquoi pas ne pas revenir au premier rang lors des prochaines élections locales prévues pour mars 2017. Cette échéance à laquelle se préparent toutes les formations politiques en Tunisie aurait conditionné la nouvelle démarche du parti qui cherche, aujourd'hui, des nouvelles «alliances» avec ses ennemis d'hier.

En lançant son idée de «réconciliation globale», le parti islamiste aurait pris au dépourvu ses détracteurs dont certains n'hésitent plus à

s'en approcher comme le laissent comprendre les audiences accordées, ces derniers jours, à deux principales figures de l'ère Ben Ali. Ces rencontres avec Mohamed Ghariani, dernier secrétaire général du RCD dissous de Ben Ali, et Kamel Morjène, dernier ministre des AE de Ben Ali et actuel président du parti Al Moubadara (l'Initiative), sont autant d'indices du revirement politique du parti islamiste. Car, si accepter de «composer» avec ses ennemis d'hier n'est pas chose aisée, aller au-delà de la proposition du «nidaïste» et chef de l'Etat sur la réconciliation économique n'est pas fortuit. Aussi, peut-on dire que Rached Ghannouchi a plus d'un tour dans son sac ? Est-ce sincère de la part du chef d'Ennahdha ou machiavélique ?

A l'heure actuelle, l'on peut affirmer que —sans le dire et même s'il déclare le contraire — Ghannouchi n'est pas, totalement, satisfait du travail accompli par la coalition au pouvoir. La méfiance qui règne entre le quatuor composant le gouvernement constitue, en fait, un frein qui bloque l'action du pouvoir exécutif, sur le plan économique, en particulier. Ainsi, ce serait en homme «pragmatique» que Ghannouchi semble orienter son



Le Président Béji Caïd Essebsi.

Photo : DR

action future en considérant que les anciens — s'ils ne sont pas corrompus — ont encore leur place sur l'échiquier politique tunisien. D'autant plus que les divergences idéologiques entre ces anciens nommés «destouriens» et le parti islamiste pourraient être facilement balayées. Les uns et les autres pourraient, finalement, trouver un terrain d'entente idéologique, se réclamant tous du même référentiel historique. Les destouriens attachés aux principes du «néo-destour» de Bourguiba ne rejettent pas l'héritage du fondateur du «Destour», à savoir

cheikh Abdelaziz Thaâlbi dont se réclame le parti Ennahdha. D'où l'éventuelle convergence de vues entre Rached Ghannouchi et ses deux hôtes de la semaine dernière et une bonne frange des militants de Nidaa Tounès qui ne lui est pas hostile.

Cet héritage pourrait-il constituer la base sur laquelle serait fondée une nouvelle alliance qui soit assez forte pour faire sortir le pays de la crise politique, économique et sociale dont il souffre depuis le départ de Ben Ali ?

K. M.

ATTAQUE CONTRE UN CAMP DE DÉPLACÉS EN SYRIE

«Aucun» avion n'a survolé la zone jeudi, affirme Moscou

Aucun avion n'a survolé jeudi la zone du nord de la Syrie où est situé un camp de déplacés, victime d'une attaque meurtrière qui a tué 28 civils, a affirmé hier le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov. «Aucun aéronef russe ou autre n'a survolé» cette zone, a assuré M. Konachenkov, cité par l'agence publique Ria-Novosti, estimant que le camp de déplacés pouvait avoir été victime d'une attaque au sol par les terroristes du Front Al-Nosra, alors que les rebelles syriens accusent l'aviation du régime de Damas d'être responsable de l'attaque. «A regarder les dégâts (infringés au camp de déplacés, ndr) visibles sur les photos et les images vidéo, on dirait que le camp peut avoir été victime d'une attaque — préméditée ou accidentelle — d'artillerie, utilisée de manière très active dans cette zone par les terroristes du groupe Front Al-Nosra», a précisé le porte-parole. Le camp d'Al-Kammouna, situé dans la province d'Idlib (nord), près de la Turquie, où avaient trouvé refuge des familles ayant fui les combats dans la région voisine d'Alep, a été touché jeudi par des raids aériens, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). L'attaque, qui a fait 28 morts dont des femmes et des enfants et une cinquantaine de blessés, a suscité un tollé international.

L'armée syrienne, accusée par des militants antirégime d'en être responsable, a néanmoins nié toute implication, accusant les terroristes de procéder à des «attaques contre des cibles civiles» pour en faire assumer la responsabilité au gouvernement.

Les forces spéciales afghanes ont libéré plus de 60 personnes détenues par les insurgés talibans, a indiqué hier l'Otan, impliquée dans cette opération d'ampleur contre des insurgés en pleine offensive.

L'opération lancée jeudi dans le district de Nawzad à Helmand, province du sud du pays riche en opium, intervient alors que les insurgés islamistes ont lancé leur offensive de printemps, marquée par des attentats et assauts sur plusieurs fronts.

«Les forces spéciales afghanes ont libéré plus de 60 détenus d'une prison illégale contrôlée par les talibans, à la faveur de la nuit et avec l'appui d'un hélicoptère», a indiqué

l'Alliance dans un communiqué.

«Les personnes libérées ont été transportées jusqu'à Kandahar et remises aux (...) autorités afghanes», a précisé l'Otan, qui ne précise pas comment ni quand ces personnes avaient été capturées.

L'Otan, qui a soutenu cette opération dans le cadre de son mandat pour «former, conseiller et assister» l'armée afghane, a précisé que deux insurgés avaient été tués pendant

AFGHANISTAN

60 personnes libérées des geôles des talibans

l'assaut, et que nombre d'autres avaient été blessés et faits prisonniers.

Les forces afghanes, soutenues par les forces spéciales américaines, avaient lancé un raid similaire en décembre également à Nawzad, libérant plus de 40 soldats et policiers captifs des talibans.

Ces opérations constituent autant de victoires rares pour des forces afghanes qui peinent à repousser les insurgés islamistes.

Le Président afghan Ashraf Ghani a récemment menacé le Pakistan de représailles s'il n'agit pas contre les talibans afghans ayant trouvé refuge sur son territoire.

Ses remarques inhabituellement fermes intervenaient en réaction à une attaque particulièrement meurtrière contre un bâtiment des services de sécurité en plein cœur de Kaboul. L'attentat du 19 avril avait coûté la vie à 64 personnes, l'un des plus sanglants dans la capitale depuis la chute du régime des talibans en 2001.

Ce carnage avait jeté un froid sur les efforts internationaux pour relancer un dialogue de paix entre Kaboul et les insurgés, à l'arrêt depuis qu'une première rencontre a tourné court l'été dernier après l'annonce de la mort du mollah Omar, dirigeant historique des talibans.

ARABIE SAOUDITE

Un policier tué par balle près de La Mecque

Un policier a été tué par balle en Arabie Saoudite, dans la région de La Mecque (ouest), a annoncé hier un porte-parole de la police sans donner de détails sur les assaillants.

Le caporal Khalaf Al-Harithi a été mortellement touché jeudi soir par des tirs d'origine indéterminée, a ajouté le porte-parole, cité par l'agence de presse officielle SPA, faisant état de l'ouverture d'une enquête.

L'attaque est survenue quelques heures après l'annonce par le minis-

tère de l'Intérieur du démantèlement d'une cellule «terroriste» dans la région de La Mecque. Deux membres de la cellule ont été tués par la police tandis que les deux autres sont morts en déclenchant leur ceinture explosive. Deux autres suspects, liés à cette cellule, ont été

arrêtés dans la région de Jeddah, à l'ouest de La Mecque, avait ajouté le ministère. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur hier, les quatre membres de la cellule démantelée près de La Mecque étaient recherchés pour des attentats meurtriers contre les forces de sécurité et des lieux de culte fréquentés par la minorité chiite. Les forces de sécurité ont saisi deux ceintures explosives, 15

engins munis de détonateurs, 4 fusils kalachnikovs, deux pistolets, des munitions et des chargeurs, ajoute le communiqué publié par l'agence SPA. Les autorités saoudiennes sont engagées dans une chasse aux «terroristes» alors que le groupe Daesh a revendiqué plusieurs attaques dans le royaume visant notamment les forces de sécurité et la communauté chiite.

LIBYE

Création d'un commandement des opérations contre Daesh

Le gouvernement d'union en Libye a formé hier un commandement des opérations militaires contre le groupe terroriste Daesh, interdisant à tous les groupes armés du pays d'agir sans avoir obtenu son feu vert.

La formation de ce commandement intervient au lendemain d'un attentat-suicide et des attaques dans des localités proches de Misrata, une ville située à 200 km à l'est de Tripoli, qui ont fait jeudi huit morts et 105 blessés, selon l'hôpital central de la ville. Dans la foulée, le Conseil militaire de cette ville avait appelé toutes les «brigades» (milices) sous son commandement à la mobili-

sation. Dans une décision publiée sur sa page Facebook, le gouvernement d'union a annoncé de son côté «la formation d'une cellule spéciale des opérations militaires contre le groupe terroriste Daesh».

Cette cellule coordonnera les opérations de lutte contre Daesh dans une zone s'étendant de Misrata à Syrte, située à 450 km à l'est de Tripoli, a précisé le gouvernement en demandant à tous les groupes armés de s'abstenir d'agir sans son feu vert, à l'exception d'opérations de légitime défense.

Dans une allocution télévisée fin avril, le chef du gouvernement d'union nationale libyen, Fayez Al-Sarraj, avait insisté sur la nécessité d'une action concertée «pour anéantir Daesh».